

# Arrêté du Maire

## Arrêté permanent n°24-AP-0021 Portant réglementation du stationnement

### VOIES DE LA VILLE D'ARRAS

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417-10 ;  
**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;  
**Vu** l'arrêté municipal référencé : DGS/FB/2024-443 du 28 juin 2024 portant délégation temporaire de fonction et de signature de Monsieur Pascal LEFEBVRE, Adjoint Délégué, pour la période du 02 au 10 aout 2024 inclus en l'absence de Monsieur Gauthier OSSELAND, en matière de gestion et occupation du domaine public ;

**Considérant** qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique ;

### ARRÊTONS

**ARTICLE 1** : Le stationnement des véhicules des professions médicales sera autorisé sur les emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite, ainsi que sur les emplacements réservés aux livraisons. Ces dispositions seront applicables du lundi au vendredi, de 6h à 20h.

**ARTICLE 2** : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques de la CUA.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

**ARTICLE 5** : Le Maire d'Arras est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Arras  
Pour le Maire,  
L'Adjoint Délégué

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*